

Nous pouvons douter de tout, sauf de notre devoir d'être toujours au côté des humiliés qui luttent. Che Guevara

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat **CGT** des Retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 305 - Samedi 10 septembre 2022

29 SEPTEMBRE 2022

Tou.tes uni.e.s et mobilisé.es pour

**AUGMENTATION DES SALAIRES
ET DES PENSIONS**

SMIC à 2000 €

EGALITÉ FEMMES/HOMMES

RETRAITE À 60 ANS LOGEMENT DIGNE

ABONDANTE HAUTE-MARNE

Les termes «fin de l'abondance» et «de l'insouciance» utilisés par Macron ont sonné fort désagréablement aux oreilles de la population. Un compte Facebook local apprécié (20 000 abonnés) l'a exprimé non sans ironie. Photo à l'appui, il a situé avec précision «l'Abondance du département» : une côte un peu raide et dépeuplée dans le Bassigny qui porte ce nom. À mi-parcours y trône... un radar automatique. C'est une caricature ? Certes. Mais qui dit bien la façon dont a été reçue l'injonction. Comment mettre un terme à ce qui, pour la plupart, n'a jamais commencé ?

Force est de constater que sur cette Terre 'mondialisée' et si peu respectée, deux mondes se font face et, sous

SUITE PAGE 3



Pas contents du tout les retraités CGT. Ils ont tenu à le faire savoir dès le 1er septembre, jour de la rentrée scolaire, la pire à laquelle on a pu assister. Le travail de sape mené par Macron touche tous les services publics et tous les secteurs de la société : santé, protection sociale, logement, EDF, la Poste, etc. Au nom d'une politique qui dilapide l'argent public en cadeaux au grand patronat.

Et les salariés attendent toujours à la porte du progrès social, une hausse du Smic et de leurs rémunérations. Pas contents, les retraités ? Le décalage entre leur pension et leur pouvoir d'achat se creuse encore, et tout va de plus en plus mal avec la hausse des prix et les agressions contre le droit à la santé et à un logement digne... 1er septembre, 65 retraités étaient présents place de l'Hôtel de Ville. Juste une mise en jambe avant l'action du 29 septembre.

JEAN-CLAUDE
BLANCHARD



RÉTROSPECTIVE

Maison des Carmélites

83 rue Victoire de la Marne - 52000 Chaumont

**DU VENDREDI 14 AU DIMANCHE 16
OCTOBRE 2022 - DE 10H À 19H**

Exposition d'Octobre

Une initiative du syndicat **CGT** des retraités de Chaumont
et de l'Union Locale **CGT** de Langres

DIS, MAMAN, C'EST QUOI L'ABONDANCE ?



Alors que le nombre de demandes ne cesse d'augmenter, Le Secours Populaire Français haut-marnais voit diminuer ses Fonds Européens d'Aide aux plus Démunis (FEAD) de 120 palettes de produits à redistribuer, à 40 palettes.

À cela s'ajoute la baisse de redistribution des grandes surfaces qui préfèrent brader les produits à échéance courte plutôt que de les céder aux associations caritatives. Celles-ci manquent cruellement de produits de première nécessité.

Des familles qui ne faisaient même pas un repas par jour vont devoir encore se priver davantage. Comment dire à son enfant que c'est la fin de l'abondance puisqu'il ne l'a jamais connue ! Il ne peut même pas la rêver.

LOUIS LAPRADE

**CHAUMONT HABITAT
NOTRE LETTRE À LA PRÉFÈTE ET AUX
ÉLUS LOCAUX (PAGE 2)**

INFLATION : LE GOUVERNEMENT SE FÉLICITE, LES FRANÇAIS TRINQUENT

L'OCDE (Organisation de Coopération et de développement économiques) a publié les résultats d'une étude sur l'évolution des revenus réels * des ménages. Ils ont chuté de 1,1 % dans la zone OCDE lors du 1er trimestre 2022, mais de 1,9% en France.

Parmi les trente-huit pays membres de l'organisation, la France est un des pays qui a connu la plus grande baisse de revenu réel. Une baisse historique, plus forte qu'en Allemagne, en Italie ou aux États-Unis.

Pourtant, Bruno Le Maire n'a cessé de vanter l'inflation relativement plus faible en France que dans le reste des pays comparables. « Nous sommes la première nation en Europe à avoir pris des mesures de protection contre la vie chère », se vantait-il, « Je veux que chacun sache que notre taux d'inflation est le plus faible de tous les pays de la zone euro ».

Ce satisfecit est particulièrement indécent car si l'inflation est de plus de 6%, que les salaires, les pensions n'augmentent que de 4% et le Smic de 2,01 % en août, les revenus subissent une perte considérable. « *Il n'y a pas de bouton pour augmenter les salaires, c'est l'économie qui fixe le salaire* » dit-il encore, en se contentant de gentiment demander aux entreprises d'augmenter les salaires « lorsqu'elles le peuvent » ! Bien entendu, les entreprises du CAC 40 : Total-énergie, LVMH, BNP-Paribas... qui ont fait des bénéfiques records vont pleurer misère !

L'austérité est donc à l'ordre du jour et chèrement payée par les Français. Ce n'est pas le paquet « pouvoir d'achat » et les petits chèques « inflation » qui vont enrayer la chute violente du revenu réel.

À cela s'ajoutent les projets de réforme de l'assurance-chômage et des retraites, les heures de travail gratuites pour les allocataires du RSA. Mais il y aura encore 7,5 milliards d'euros de réduction des impôts de production pour les entreprises.

**Le revenu réel mesure le pouvoir d'achat, c'est-à-dire la quantité de biens et de services qu'un ménage peut acquérir compte tenu de l'évolution des prix.*

MARIE ROSE PATELLI

CHAUMONT HABITAT

LA LETTRE DU SYNDICAT À LA PRÉFÈTE ET AUX ÉLUS LOCAUX

Comme nous l'annonçons dans notre précédent journal, notre syndicat a envoyé une lettre concernant la situation des logements gérés par Chaumont Habitat. Aujourd'hui, nous en publions de larges extraits. Elle est lisible in extenso sur Facebook et sur notre site.

Depuis plusieurs mois, de nombreux locataires de Chaumont Habitat s'adressent régulièrement aux journaux locaux et à notre syndicat pour faire part de leur colère concernant l'entretien et les réparations qui incombent au bailleur social et ne sont pas effectués.

L'État étant le garant des droits sociaux, au premier rang desquels se place le logement, les locataires sont donc tout à fait légitimes pour interpeller les pouvoirs publics et demander à ce que soit mis fin aux conditions d'insalubrité et leurs conséquences sur la santé (soulignées par le docteur Eric Thomas, allergologue, dans une lettre publiée par le JHM), de mise en danger, que Chaumont Habitat et les pouvoirs publics refusent de voir. Tous doivent remplir leurs obligations et se plier aux lois comme on l'exigerait de son employeur.

Car si, dans l'entreprise, le patron a une obligation de protection des salariés envers les accidents du travail, dans le logement, le Maire, le Président de la communauté de commune, le Préfet ont obligation de sécurité et de santé des personnes : article 1-1 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement en remédiant aux situations suivantes :

- Les risques présentés par les murs, bâtiments ou édifices quelconques qui n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité des occupants et des tiers
- Le fonctionnement défectueux ou le défaut d'entretien des équipements communs d'un immeuble collectif à usage principal d'habitation,
- L'insalubrité, telle qu'elle est définie aux articles L. 1331-22 et L. 1331-23 du code de la santé publique.

Chaumont Habitat est un service public sous la responsabilité de l'État et des collectivités territoriales. C'est l'argent public qui a construit les cités, les a subventionnées.

Depuis le 1er janvier 2021, le maire dispose de nouvelles prérogatives en cas de risques pour la sécurité des occupants des logements par l'ordonnance du 16 septembre 2020 complétée par le décret du 24 décembre 2020.

D'autre part, s'agissant des situations d'insalubrité, qui sont une compétence préfectorale, il faut un constat du directeur général de l'ARS ou du directeur du service communal d'hygiène et de santé, remis au représentant de l'Etat dans le département, préalablement à l'adoption de l'arrêté de traitement d'insalubrité.

Nous vous demandons d'intervenir pour diligenter un état des lieux des logements de Chaumont Habitat et de prendre les mesures nécessaires pour que le bailleur social remédie rapidement aux nombreux problèmes rencontrés qui remettent en cause le droit à un logement digne. Bien sûr, nous sommes disposés à vous rencontrer pour vous préciser de vive-voix les problèmes soulevés par les locataires lors de nos contacts.

.....

COURRIER ENVOYÉ À : madame la Préfète de Haute-Marne, au président du Conseil départemental de Haute-Marne, au président de l'Agglo de Chaumont, à madame la Maire de Chaumont, présidente du CA de Chaumont Habitat et au Délégué départemental ARS Champagne Ardenne

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À renvoyer : Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 avenue du Gal Leclerc 52000 Chaumont



Ripailles

"Lorsque deux rois s'entendent bien, Quand chacun d'eux défend son bien, Et du bien d'autrui fait ripaille" (Voltaire)

Ce sont ripailles d'août et doutes qui me tenaillent avec ces boustifailles d'été où chacun discute sur le devenir de la merguez-ketchup. Pour ces tablées barbecuesques de quarantennaires qui mettent en quarantaine les urgences sociétales, il est plus conséquent de philosopher sur l'absence d'une couche de moutarde dans le casse-dalle que de la raréfaction de la couche d'ozone, élément plus vital pour notre atmosphère que les rots anisés de moult béjaunes.

Partageant dernièrement une omelette à la Fête de la jaunotte, j'attrapai une jaunisse à l'écoute de certitudes claironnées à foison, révélatrices du paysage politique de nos campagnes après des élections législatives peu ragoûtantes. Il suffit d'ouïr les éructations partagées par ces *beaux dîneurs pleins d'appétit* (s'abreuvant à La Fontaine ?) pour comprendre pourquoi saint Christophe Bentz est devenu celui qui les aidera à franchir les obstacles ancrés dans le ruisseau de la déliquescence de notre société. Tiens, parenthèse culturelle ! Christophe au pays de Canaan était un homme imposant du nom de "Réprouvé" avant de bidouiller ses papiers pour se mettre au service du roi le plus puissant du monde... étonnant non ?

Dans ces bacchanales rurales, entre andouillette-frites et fondant au chocolat, tous les poncifs y passent : les flics sont des ripoux qui protègent la racaille et les curés sont des tarlouzes bien en chaire ; les patrons sont tous bons pour le poteau quand les zigoteaux des syndicats ne protègent plus le boulot depuis trop longtemps. Tout ça c'est la faute aux juifs qui amassent le fric dans leurs doigts crochus et des bicots qui bouffent le bon pain des Français en touchant les allocs sans rien foutre. Faudrait une bonne guerre comme naguère... Maréchal nous voilà !

Mon ami, tu te gausseras de ces ratcourcis, simplistes, mais qui a voté au dernier scrutin pour installer au pouvoir décisionnaire l'engeance des extrêmes, fossoyeurs d'une démocratie constructive et humaine ? Qui a bougé son cul aux dernières élections ? Les bouseux, Camarade !

En même temps il faut avouer que le débat politique atteint des niveaux vertigineux avec la dernière saillie de la députée Rousseau appelant à *"changer de mentalité pour que manger une entrecôte cuite sur un barbecue ne soit plus un symbole de virilité"* !

On avait le sexe des anges, place à celui de la chipolata... Quelle tristesse

BERNARD BLUM - 10 septembre 2022

les à-coups de problèmes cruciaux non résolus, s'éloignent l'un de l'autre. D'un côté un nombre restreint qui s'accroît, très peu en nombre mais fortement en richesses de tous ordres. De l'autre la grande masse de la population. Les pauvres, d'abord, toujours plus nombreux et appauvris par une inflation qui les frappe plus rudement que les autres. Mais les mal nommées «classes moyennes basses» voient aussi leur épargne de protection fondre, leur salaires bloqués alors que les prix s'envolent, leurs retraites chichement revalorisées au mieux à 4 %, au pis à 2,5 % (en attente de décision sur les complémentaires en novembre), idem pour les aides sociales. Mais plus fort qu'ailleurs en Haute-Marne il faut faire reconnaître le caractère multiforme de la pauvreté et de son corollaire, la précarité. Officiellement 24 % de pauvres à St-Dizier, 20 à Langres et 17 à Chaumont, mais ce n'est là qu'un constat monétaire. Rien sur les particularités rurales du département : revenus médians inférieurs de 20 % aux nationaux, disparition des services publics, désert médical aggravé et remise en cause des hôpitaux, éloignement des lieux impliquant force déplacements (Travail, alimentation, démarches multiples, sports et culture, etc.), situation du logement (60 % des logements datent d'avant le choc pétrolier de 73, dont un quart a plus d'un siècle. Ce n'est pas un hasard si en 2018 le département a été celui où, proportionnellement, se sont ouverts le plus de comptes 'Gilets Jaunes' sur Facebook.

Aujourd'hui, face à l'aggravation forte des crises sociale, environnementale et démocratique, des exigences doivent monter et trouver satisfaction : hausses équitables du salaire, de la retraite et du revenu social. Energie traitée comme besoin de première nécessité. Logement décent pour vivre et de quoi s'alimenter sans le souci quotidien.

G. TARDENOIS

BAISSE DE LA TVA SUR LE GAZ... EN ESPAGNE

Le Premier ministre Espagnol, Pedro Sanchez vient de décider une baisse de la TVA sur le gaz de 21% à 5% à partir d'octobre et jusqu'à la fin de l'année. La mesure pourra être prolongée le « temps que durera la situation tant difficile » d'inflation. Qu'attend Macron pour en faire autant ?

NICOLAS LE PATRON-SAUVEUR

Nicolas Lacroix s'est fait égratigner la semaine passée par l'Affranchi pour sa tendance (c'est le moins...) à «vouloir tout contrôler et être le patron d'absolument tout», se présentant comme «sauveur» de l'Ehpad de Maranville. Mais aussi dans le JHM par... le maire de son village, Bourdons-sur-Rognon, pour l'amplitude infernale des journées imposées aux élèves par le ramassage scolaire dont il se défausserait d'être le patron. En somme, comme le veut la formule : Nul n'est prophète en son pays !

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu.
- Merci à Jean-Pierre, Marylène, Christian, Michel, Gérard, Jacqueline, Daniel, Isabelle, Josette, Jean-Louis, Richard, Jean-Claude, Arlette, Liliane, Anne, Marine, Chantal, Denise, Éric, Élise, Josette, Jean-Louis, Jacqueline et
- aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

ABONDANCE, LES PATRONS EN REDEMANDENT

Alors que le mandat de Jean Bernard Levy Pdg d'EDF, prendra fin en mars 2023, Bruno Le Maire entend anticiper son remplacement. Il est donc allé faire son marché aux journées du MEDEF mais n'a visiblement pas trouvé chaussure à son pied. Motif évoqué par d'éventuels prétendants, un salaire trop misérable. On est un grand patron quand on gagne beaucoup et la proposition manifestement n'est pas à la hauteur de leur talent. Sachez qu'en France, le salaire d'un(e) dirigeant(e) d'entreprise publique est plafonné à 45 millions annuels, auxquels il faut ajouter quelques menus avantages, voiture de fonction, appartement, intéressement, peut-être. Monsieur Lévy est rémunéré à hauteur de ce plafond. Ce n'est pas mal quand on a à son actif 32 centrales nucléaires à l'arrêt à l'entrée de l'hiver et devant le risque de pénurie d'énergie que l'on nous agite. Mais c'est insuffisant pour de vaniteux ambitieux.

Bruno Lemaire reste vague et mal à l'aise sur ce sujet mais on le sent prêt à céder sur le plafonnement des rémunérations. Surtout que c'est pour poursuivre le démantèlement des entreprises publiques. À quand le bradage de la place majoritaire de l'Etat dans celles-ci, qui peut intervenir sur des mesures consistant à réglementer, voire à bloquer les tarifs, à la veille de gros débats et chantiers sur le nucléaire régulé.

CHOISIR ENTRE SE NOURRIR OU SE CHAUFFER CET HIVER ?

Face à une inflation galopante, de plus en plus de Français sont en difficulté financière. Hausse du gaz et de l'électricité, du fioul, des granulés de bois, de l'alimentation... et Macron nous demande de baisser le chauffage, voire de nous en passer. "La meilleure énergie c'est celle qu'on ne consomme pas" dit il, alors que 12 millions de personnes sont déjà dans l'impossibilité de se chauffer ! Si on en est là aujourd'hui, c'est à cause d'une déréglementation totale du marché de l'énergie suite à la privatisation



d'EDF-GDF. Et la libéralisation des prix de l'énergie sur le marché européen se traduit par un calcul des tarifs de l'énergie en fonction du prix du gaz.

Les traders jouent en Bourse le prix de l'énergie, spéculent sur Total ou Engie... et engrangent des milliards. Et la réaction du gouvernement, c'est de dire aux Français de *baisser le chauffage* ou de *faire des efforts*.

On peut aussi s'attendre à une explosion des prix du gaz et de l'électricité à la fin de l'année avec la fin du "bouclier tarifaire" qui est censé limiter les hausses des prix.

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DU ROYAUME-UNI

Le Royaume Uni connaît, depuis le début de l'été, une impressionnante vague de débrayages massifs, de grèves touchant notamment les transports, la poste, les ports, la santé et de très nombreuses entreprises. Postiers, employés de l'opérateur télécoms BT, employés d'Amazon, mais aussi avocats pénalistes ou éboueurs ont également débrayé ou prévoient de le faire.

Les mouvements pourraient durer au-delà de l'été, et se propager aux fonctionnaires de l'enseignement ou encore de la santé. Partout dans le pays, le mot d'ordre est le même : revalorisation des salaires en phase avec l'inflation, qui était en juillet de 10,1 % sur un an. En même temps des centaines de milliers de Britanniques menacent, avec le mouvement « Don't Pay » de ne plus payer leurs factures d'électricité. Notre soutien aux luttes du peuple britannique.

CHAISES VIDES AU «CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION»

Décidément, il ose tout ! Macron a voulu instituer un Conseil National de la Refondation, son « CNR » à lui, non sans un mauvais clin d'œil avec le Conseil National de la Résistance ! CNR, un sigle renvoyant à la résistance, aux acquis sociaux gagnés à cette époque et que Macron nous enlève petit à petit. Bref, on l'a compris, Macron n'est pas Jean Moulin. Peut-être plutôt le contraire ? Quant à ses soi-disant "chantiers" sur l'école, la santé, les services publics, il faut plus lorgner du côté de Pétain que des Jours Heureux, le programme du CNR.

Ce CNR Macron se résume en fait à une vulgaire opération de com. De plus cela risque de tourner au fiasco après les refus de LFI, du PC, des écologistes, mais aussi du RN, de LR, de l'association des maires de France. Et la

CGT vient d'annoncer qu'elle n'y participerait pas.

Des réunions pour endormir le peuple, on connaît. On se rappelle des cahiers de doléances des Gilets jaunes, des assises sur le Climat et du Ségur de la santé, qui n'ont débouché sur RIEN, à part de lui laisser la parole sur tous les médias !

DES CONSEILS POUR ÉVITER L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Après le Conseil de défense sanitaire, le Conseil national de la refondation, voici le Conseil de défense de l'énergie.

C'est la pratique du pouvoir selon Macron en période de crise et d'état d'urgence, créer des comités politico-militaires rassemblant outre le Président de la République (bien sûr), quelques ministres, des hautes autorités militaires et des chefs des services de sécurité !

Une militarisation de la vie politique jusque dans les mots : *nous sommes en guerre* et autres appels à *l'unité nationale* ou à *payer le prix de la liberté*.

Macron nous a créé un état d'exception quasiment permanent, ponctué d'utilisation du 49.3 et d'Ordonnances pour imposer les mesures les plus contestées. Avec grenades et LBD pour les récalcitrants. Finie la démocratie, l'Assemblée nationale n'est plus consultée et tout se décide dans ces conseils à huit-clos !

GARE D'À VOUS : FIXE !

C'est une anecdote, mais nous n'avons pu résister à en faire une allégorie de la réalité haut-marnaise. C'est l'Affranchi qui nous la conte. Gare de Chaumont 5 h 45, heure habituelle d'ouverture des portes. Les usagers (!) de la ligne 4, qui ne part plus de Bâle mais va encore en direction de Paris, attendent. A 6 h 10 heure prévue du départ, les passagers piétinent (ou trépignent ?), le train passe. Les portes de la gare sont restées closes. Un avatar de plus pour la SNCF qui botte en touche. Les frustrés seront « remboursés ». Belle jambe. L'agent responsable « a rencontré des difficultés » de trajet.

Un doute nous effleure : il aurait pris le train pour venir à Chaumont ? Mais hélas on ne compte plus en Haute-Marne le nombre de trains ratés...

LA DETTE, UNE QUESTION DE RECETTES, PAS DE DÉPENSES

"Dans les années 80, les multinationales payaient 50% d'impôts. Dans les années 90, elles payaient 37 %. Dans les années 2010-20, elles paient entre 0 et 15%. Voilà l'origine de la "dette" (Gérard Filoche, ancien inspecteur du Travail).